ASSEMBLÉE NATIONALE

23 février 2023

**PROTECTION DES FAMILLES D'ENFANTS TOUCHÉS PAR UNE AFFECTION DE
LONGUE DURÉE - (N° 861)**

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N° 13

présenté par

Mme Descamps, M. Acquaviva, M. Guy Bricout, M. Castellani, M. Colombani, M. Mathiasin,
M. Molac, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen et M. Serva

ARTICLE PREMIER

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« *Art. L. 1225-4-4.* – Lorsque survient un litige relatif à l'application de l'article L. 1225-4-3, l'employeur communique au juge tous les éléments de nature à justifier sa décision. Lorsqu'un doute subsiste, il profite au salarié parent d'un enfant malade. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à consolider le dispositif prévu à l'article 1er de la présente proposition de loi, en exigeant de l'employeur, en cas de litige, de justifier sa décision et ainsi s'assurer que le principe établi par l'article L.1225-4-3 soit bien respecté. Pour davantage de protection, le bénéfice du doute est accordé au parent. Ce dispositif existe déjà pour les salariés enceintes, leur accordant une protection supplémentaire. Le présent amendement vise à en faire bénéficier également les salariés parents d'enfants gravement malades.